



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 11.12.2024
C(2024) 8896 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 11.12.2024

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République gabonaise
pour 2025**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 11.12.2024

relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République gabonaise pour 2025

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 Septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphes 1 et 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins d'assurer la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République gabonaise pour 2025, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel, pour 2025. L'article 110(2) du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 (ci-après 'le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (4) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (5) L'action prévue dans la présente décision devrait contribuer à l'intégration du climat et de la biodiversité, conformément à la communication de la Commission intitulée « Le pacte vert pour l'Europe »⁴ et à l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources

¹ OJ L 239, 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019.

propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres⁵.

- (6) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027⁶, modifié suite à l'examen mi-parcours⁷, qui établit les priorités suivantes : transition verte, croissance durable et emplois verts, gouvernance.
- (7) Le plan d'action annuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947, programme géographique « Afrique subsaharienne » consiste à promouvoir la transition verte, la croissance durable et les emplois verts, et la gouvernance.
- (8) L'action intitulée « Soutien aux Chaînes de Valeur Forêt pour une Transition Verte au Gabon » a pour objectif de contribuer à promouvoir la transition et l'économie vertes au Gabon. Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions d'autres bailleurs de fonds, conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de la convention correspondante. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu d'en donner une conversion estimative raisonnable.
- (9) En vertu de l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier.

À cette fin, et avant qu'une convention de contribution soit signée, ces personnes et entités sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 157, paragraphe 4, du règlement financier⁸ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 157, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (11) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947.

DÉCIDE:

⁵ JO L 433I du 22.12.2020, p. 28.

⁶ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République gabonaise C(2021) 9138 final du 15.12.2021

⁷ Décision d'exécution de la Commission modifiant les programmes indicatifs pluriannuels nationaux, plurinationaux et régionaux 2021-2027 pour l'Afrique subsaharienne, l'Asie et le Pacifique, les Amériques et les Caraïbes et les programmes indicatifs pluriannuels concernant les organisations de la société civile, les défis mondiaux et les droits de l'homme et la démocratie, C(2024)7502 final du 31.10.2024.

⁸ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

Article premier
Plan d'action

La décision de financement annuelle, constituant le plan d'action annuel pour la mise en œuvre de l'action en faveur de la République gabonaise pour 2025, telle qu'elle figure dans l'annexe, est adoptée.

Le plan d'action comporte l'action suivante: « Soutien aux Chaînes de Valeur Forêt pour une Transition Verte au Gabon », figurant en annexe.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action annuel pour 2025 est fixé à 9 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union: 14.020121.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

La mise en œuvre de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits prévus dans le projet de budget général de l'Union pour 2025, après l'adoption de celui-ci par l'autorité budgétaire ou qui sont prévus par le régime des douzièmes provisoires.

Article 3
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum et ne dépassant pas 20 % du montant maximal de la contribution de l'Union fixé à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁹ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

⁹ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

Article 4

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion directe, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 4.4.3 de l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 11.12.2024

Par la Commission

Jozef SÍKELA

Membre de la Commission